



PANEL N°3

Prevention – déradicalisation

DESCRIPTION DU PANEL

MODERATRICE : Lori-Anne THEROUX BENONI (Sénégal)

Directrice régionale : Institut d'études de sécurité, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, le Sahel et le Bassin du Lac Tchad, Dakar

Le terrorisme peut être défini comme un processus qui débute par la radicalisation et qui se termine par l'acceptation de la violence comme moyen légitime pour faire évoluer les choses. Une lutte efficace contre ce phénomène ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les mesures dissuasives à mettre en place afin de contenir les adhésions à ce processus.

Les causes de ralliement des populations à l'idéologie terroriste sont très personnelles et diverses. Néanmoins, dans le Sahel, force est de constater que le manque d'éducation est exploité pour imposer une vision extrême et erronée de l'islam, propice au recrutement. Pour être efficace, les mécanismes de prévention devront en tenir compte.

Dans la continuité, un travail est à mener sur les personnes ayant déjà rejoint ces groupes criminels afin de mettre en place des conditions favorables au désengagement de ces derniers.

THEME N°1 : Stratégie de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent du G5 Sahel

PANELISTE : Amadou SALL (Mauritanie)

Enseignant-chercheur Sociologie Anthropologie à l'Université de Nouakchott.

L'extrémisme violent n'est pas une réalité spécifique à certains Etats ou à certaines communautés Il est cependant plus ou moins, mieux contenu dans les modèles, Etats de Droit de type démocratique en raison des droits qu'il garanti et des mécanismes de redressement des torts qu'il propose.

L'extrémisme violent, une fois installé à un certain degré est difficile à combattre. Son éradication demande du temps et une coordination de plusieurs stratégies. Dans ce sens, la contribution civile à la lutte, pour être efficace devrait se faire sur la base d'une action combinée, Etat, société civile et communautés et s'orienter, de manière stratégique, à des actions de prévention.

La cible privilégiée doit être la jeunesse, toute la jeunesse. Cela demande, des actions à son endroit en termes de renforcement de l'estime de soi et de la confiance en soi mais également, l'initiation de réformes institutionnelles importantes pour accompagner.

Dans l'immédiat, il y a lieu d'impliquer les jeunes en leur refusant la neutralité. Les « travailler » de manière à choisir leur camp et renforcer cela, chaque jour à travers des actions qui instaurent la confiance avec les forces de défense et de sécurité. La bonne méthodologie pour cela passe par le développement d'actions concertées avec régulièrement l'évaluation des progrès, la célébration des succès et la rectification des erreurs et des manquements. Cela aura le mérite de renforcer la prise de conscience de l'intérêt à collaborer et à coopérer et de maintenir la motivation dans la lutte. Les principes de base qui accompagnent ces initiatives sont, la participation, la transparence et la redevabilité. Leur respect conditionne une bonne collaboration civilo-militaire.



THEME N°2 : Le modèle nigérien de déradicalisation

PANELISTE : Dr. Abdou Samadou YAHAYA (Niger)

Directeur des affaires islamiques à la direction des Cultes du ministère de l'Intérieur

Le Niger, longtemps reconnu comme un havre de paix, est durement éprouvé, ces dernières années, par des activités terroristes. Ces activités, ayant débuté par des incursions quasi furtives et rares des groupes se sont intensifiées avec le temps et entraînant une frange de la population connue pourtant comme musulmane modérée dans son écrasante majorité.

Cette situation ne pourrait évidemment laisser perplexe l'Etat qui a la responsabilité régalienne d'assurer la quiétude et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. En réponse à ce fléau qui a du reste gangrené l'ensemble du Sahel, l'Etat a, sur le plan de sa gestion de l'administration civile, renforcé un certain nombre de mesures préventives déjà prises et qui, par le passé, ont contribué à garantir la paix et envisager d'autres nouvelles, dont l'objectif est de lutter contre les effets de l'extrémisme violent qui, au regard du contexte de certaines régions, ont induit à la résurgence des actions terroristes endeuillant vulgairement de nombreuses familles paisibles.

Ces mesures ont, dans le domaine religieux, une vocation pluridimensionnelle passant du renforcement des structures et mesures institutionnelles à la mise en œuvre de certaines activités dont l'objectif est de sensibiliser et pacifier les populations et cultiver en eux, par là même, le rejet de l'extrémisme violent.

THEME N°3 : L'expérience nigérienne des repentis de Boko Haram : défis et perspectives

PANELISTE : Aboulaye HAIDARA (Niger)

Directeur Général de l'Administration Territoriale et de la déconcentration au ministère de l'Intérieur

Le Niger est une cible du groupe terroriste « Boko Haram » depuis 2015. Dès le début, en plus des moyens de lutte traditionnels, les autorités nigériennes ont mis en place un processus de dialogue qui a abouti en 2016, à un appel à la paix avec une offre de pardon à tous les volontaires adhérant au processus de réconciliation.

Le cadre législatif a été revu en conséquence et un centre de réinsertion des ex-combattants de « Boko Haram » a été mis en place à Goudoumaria (région de Diffa). A ce jour, sur les centaines de personnes ayant transitées par ce centre, seul 0.03% ont rebasculé dans la criminalité organisée.

Cette initiative est donc une réussite. Elle vient d'être dupliquée dans la région de Tillabéri où un centre est en construction à Hamdallaye (Département de Kollo).

Forte de l'expérience acquise, le dispositif est en train d'évoluer, mais à ce stade, le manque de moyens financiers demeure le frein principal.

THEME N°4 : Quelles contributions des OSC dans la prévention de l'extrémisme violent ?

PANELISTE : Baba DAKONO (Mali)

Secrétaire exécutif de l'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité OCGS

La région du Sahel est marquée par un certain dynamisme des « sociétés civiles » depuis les indépendances. Il s'agit d'un espace devant être pris en compte dans toute politique de prévention de l'extrémisme violent, où se croisent divers enjeux de pouvoir et d'influence entre gouvernants et citoyens. La prise en compte des aspects sociaux, économiques et politiques est indispensable. Les acteurs des sociétés civiles, les décideurs ainsi que praticiens doivent travailler à l'identification et à la mise œuvre de solutions visant à répondre aux facteurs d'engagement dans les groupes et à les guider afin qu'ils ne soient pas tentés d'emprunter la voie de la violence pour trouver des réponses aux griefs dont ils sont porteurs. Un accent particulier doit être mis sur la responsabilité partagée des gouvernements et des autres acteurs nationaux pour parvenir à des solutions durables, à travers la promotion de solutions ouvertes et inclusives en adéquation avec les réalités locales. Cette approche est essentielle pour la réinsertion et à la resocialisation des anciens extrémistes.